

Le multiculturalisme européen en question(s)

François L'Yvonnet

Le multiculturalisme n'est pas une idée neuve en Europe, comme pourrait le faire accroire le soudain et spectaculaire regain de vitalité de la notion. Depuis quelques mois, en effet, des responsables politiques de premier plan ont lancé à l'envie diverses saillies contre les méfaits supposés de ce nouvel ennemi de l'Europe. Angela Merkel, le 16 octobre 2010, devant les jeunes de la CDU, le déclara tout bonnement en faillite (“Le multiculturalisme — *Multikulti* — a échoué, totalement échoué”); David Cameron,¹ lors d'une conférence internationale consacrée aux questions de

1 Les Travaillistes, qui furent en d'autres temps les promoteurs du multiculturalisme, ont dans les dernières années de leur majorité mit en avant le concept de “*British first*”.

sécurité à Munich, le 5 février 2011, lui attribua les avanies des politiques d'intégration des populations immigrées en Grande-Bretagne depuis 30 ans ("En vertu de la doctrine du multiculturalisme, nous avons encouragé diverses cultures à vivre séparées. Tout cela fait que des jeunes musulmans se retrouvent sans racines. Et la quête d'appartenance à quelque chose peut les conduire à des extrémités idéologiques"); Nicolas Sarkozy lui emboîta le pas le 10, proclamant lui aussi son "échec" ("La vérité, c'est que dans toutes nos démocraties on s'est trop préoccupé de l'identité de celui qui arrivait et pas assez du pays qui accueillait. (...) Nous ne voulons pas d'une société dans laquelle les communautés coexistent les unes à côté des autres. Si on vient en France, on accepte de se fondre dans une seule communauté, la communauté nationale"²).

2 Jean-Marie Colombani, ancien directeur du journal *Le Monde*, à propos de la déclaration de Nicolas Sarkozy, fait le commentaire suivant: "C'est une proclamation de pur positionnement vis-à-vis du territoire de la droite qui serait menacé par l'extrême droite. Car on ne voit pas à quelle réalité cela peut correspondre en France, qui n'a jamais pratiqué ni prôné un modèle multiculturaliste. (...) Les Britanniques reconnaissent qu'ils sont allés trop loin dans la tolérance de l'islam radical, poursuit Colombani. Mais cet islam-là n'a jamais été toléré en France, et le contrôle des prêches de certains imams dans les mosquées françaises ne date pas d'aujourd'hui." J.-M. Colombani repère "chez Angela Merkel un positionnement exclusivement idéologique, car elle fait mention d'une notion de "culture nationale" (www.slate.fr, avril 2011).

Si l'on laisse de côté la part de stratégie politique à court terme, en fonction des échéances électorales, cette unanimité nous semble révélatrice d'une situation beaucoup plus profonde. Non que l'Europe, comme il est coutume de le dire aujourd'hui, ait des problèmes particuliers et récents avec ses minorités, car elle n'est faite historiquement que de minorités, elle a plutôt un problème avec sa "majorité" autant dire avec elle-même. Les nouveaux spectres qui hantent l'Europe: le fondamentalisme islamique et les vagues migratoires incontrôlées qui déferlent depuis la rive sud de la Méditerranée ne sont, qu'en apparence, les motifs réels des nouveaux fantasmes qui agitent le cap occidental du continent asiatique. Malade d'elle-même, l'Europe paye les effets de son abstraction, du formalisme juridique qui la constitue, de son incapacité à se penser effectivement comme une entité incarnée, peut-être par défaut de réflexivité.

Ces trois discours ont en commun de stigmatiser le "multiculturalisme", terme effectivement employé par Angela Merkel et David Cameron, seulement suggéré par Nicolas Sarkozy. Mais aussi, et plus sûrement, d'interroger la place de l'islam dans ces trois pays qui ont connu de forts courants migratoires en provenance de pays musulmans: Pakistan, Turquie et Maghreb (ils accueillent à eux trois un tiers des 16 millions de musulmans vivants en Europe). Certes, le premier ministre britannique a pris soin de distinguer islam et islamisme extrémiste (et de rejeter, parce que "privée de sens",

l'idée de "choc des civilisations"), certes encore la chancelière allemande n'a pas nommément désigné une communauté particulière, pas plus que le président français. Mais, il est clair que l'islam était dans leur ligne de mire ou plus exactement l'était la question de la compatibilité de l'islam et de l'Europe, de l'islam et de la démocratie, de l'islam et de la modernité. Que les propos de D. Cameron aient provoqué en Grande-Bretagne une levée de bouclier, qu'A. Merkel se soit défendue de toute islamophobie ne change pas fondamentalement la donne. En France, le débat a pris des allures assez particulières, à la mesure de notre tradition "jacobine": certains responsables en ont appelé à un Islam *de* France (parlerait-on dans les mêmes termes d'une "Église de France"? sauf à vouloir réveiller la vieille tentation gallicane... ou d'un "Judaïsme de France"?); d'autres encore, à un "Islam des Lumières" (expression que repoussait vivement le regretté Mohamed Arkoun); ou, pire, ont formulé le souhait, franchement aberrant, que les imans dans les mosquées de France fassent leur prêche en français, ce qui témoigne, convenons-en, d'une connaissance particulièrement approfondie des rapports singuliers que les musulmans entretiennent avec la langue arabe, qui est celle du Coran supposée "incrée" et "descendue".

Si la dénonciation du multiculturalisme masque pour partie une islamophobie de plus en plus insistante, qui s'exprime aujourd'hui sans la moindre vergogne — une liberté de ton dans l'apostrophe qui est sans équivalent

(l'islamiste, terme on ne peut plus indéterminé, semblant occuper dans l'imaginaire collectif une partie de la place naguère dévolue au "Juif")³ — la question du multiculturalisme européen ne se réduit pas à ce seul aspect.

1

Aux détours des philippiques, aux accents si proches, s'affirment certaines spécificités nationales de nature idéologique, philosophique ou, plus simplement, par référence à des récits nationaux très contrastés. Ainsi, lorsque David Cameron dit qu'il faut "moins de tolérance passive et plus de libéralisme actif et musclé", retrouve-t-on certains débats qui ont nourri jadis la bonne vieille tradition britannique. Et s'il ne parle pas de tolérance "active", c'est que la tolérance est devenue pour lui "indifférence indulgente". N'oublions pas, tout de même, que le Parti travailliste (*Labour*), aujourd'hui accusé de "tolérance passive", a mené des guerres en Afrique, dans l'ancienne Yougoslavie, en Afghanistan et en Irak. Actions qui ont d'abord été présentées comme l'expression d'une "politique étrangère éthique", avant d'être qualifiées d'"interventionnisme libéral", au nom des "valeurs occidentales", chères à D. Cameron.

3 "Tout comme l'antisémitisme était le dénominateur commun des mouvements populistes des années 1930, la focalisation sur l'immigration musulmane est devenue le trait déterminant des partis anti-establishment de l'Europe actuelle" (Jean-Marie Colombani, www.slate.fr, mars 2011).

Angela Merkel voudrait sauvegarder une certaine “unité” allemande, qui n’est ni celle de Bismarck ni celle de la seule “réunification”. Refoulée depuis la dernière guerre, la question de l’*identité* fait retour en Allemagne. Qu’est-ce qu’être Allemand? Une question qui ne se pose plus dans les termes de la célèbre controverse qui “opposa” à travers le XIX^e siècle Renan à Herder.⁴ Le récent brûlot de Thilo Sarrazin, politicien du SPD, *L’Allemagne court à sa perte*⁵ est à cet égard révélateur des passions germaniques de l’heure, de ce qui aujourd’hui peut être ouvertement dit, quitte à provoquer des protestations indignées.

Nicolas Sarkozy, lui, se réfère à la République. La “grande nation” semble redécouvrir le fond de vertu que représente cette “transcendance”. C’est oublier

4 Selon Herder (1784), la Providence “a admirablement séparé les nations non seulement par des forêts et des montagnes mais surtout par les langues, les goûts et les caractères”, chaque nation est un organisme qui doit persister à travers l’Histoire en demeurant fidèle à sa propre culture. Pour Renan (*Qu’est-ce qu’une nation?* 1882): la nation “est une âme, un principe spirituel. (...) Elle suppose un passé; elle se résume pourtant dans le présent par un fait tangible: le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune. L’existence d’une nation est un plébiscite de tous les jours.”

5 Dans lequel il y évoque “la bêtise qui rampe” en raison d’une immigration de plus en plus nombreuse, les dangers de l’islam, le risque qu’à terme, les Allemands deviennent minoritaires dans leur propre pays, le fait que les étrangers aient uniquement coûté de l’argent à la collectivité et ne lui aient rien apporté...

que les temps ont changé, que la carte mentale du citoyen européen s'est distendue, que l'assimilation n'a plus de sens, qu'elle est conçue davantage comme une perte que comme un gain. Plus encore, c'est faire peu de cas du fait que les revendications qualifiées de "communautaires" viennent de citoyens européens, qui s'expriment en tant que citoyens européens, quelle que soit par ailleurs leur origine. L'origine d'un citoyen ne saurait donner ou retirer une légitimité à une revendication politique.

Dans son intervention, David Cameron a appelé l'Europe à se "réveiller" et à "regarder ce qui se passe dans ses frontières". L'Europe était donc endormie, peut-être d'un sommeil dogmatique...

2

D'abord de quoi parle-t-on? "Multiculturalisme", "pluriculturalisme", "pluralisme culturel", "interculturalisme"... Les mots abondent et trouvent dans le contexte politique actuel toutes les occasions de piéger le discours. A-t-on affaire à des concepts? Il faudrait alors les rapporter aux théories qui les ont produites, pour pouvoir en discuter, juger de leur fécondité euristique... A-t-on affaire à des initiatives politiques (qui éventuellement peuvent exprimer des philosophies politiques)? Il s'agirait alors d'apprécier leur efficacité, d'analyser leur mise en œuvre... A-t-on affaire à des faits? Un journaliste, exprimant récemment sa lassitude dans un hebdomadaire

français, disait ne plus supporter la réalité multiculturelle qu'on lui imposait. Un fait est ou n'est pas. Il faudrait alors commencer par savoir si nos sociétés sont effectivement multiculturelles, avant de se demander si c'est une bonne ou une mauvaise chose.

Au plus bas niveau d'intelligibilité, le multiculturalisme serait la reconnaissance des liens communautaires au sein des démocraties modernes. À un niveau plus élevé, il serait une bannière, celui d'un combat contre le "monoculturalisme", toujours réducteur et répressif, il serait alors l'expression d'une revendication communautaire émanant des populations issues de l'immigration. À un niveau encore plus élevé, il engagerait un débat de fond sur la manière de concevoir "la" société européenne, qui pourrait conduire à considérer, par exemple, que le temps des identités closes est révolu, que la construction de l'Europe exige de nouvelles formes de "vivre ensemble", de nouvelles manières de concevoir le "bien commun". À cela, il faut ajouter la place que prend ce concept dans les débats relatifs à l'*identité* de l'Europe.

Ne nous laissons pas obséder par le terme "identité", aujourd'hui servi à toutes les sauces. Michel Serres a dénoncé avec force la grave faute de raisonnement qui conduit à confondre *appartenance* et *identité*. Appartenance, que d'être musulman ou chrétien, francophone ou arabophone, mangeur de cassoulet ou de couscous, adepte du foulard ou de la tête nue. Cela n'a jamais constitué une identité. Réduire le principe d'identité à la rela-

tion d'appartenance est à la fois appauvrissant et dangereux. Ainsi commence le racisme. L'identité est toujours ouverte, alors que l'appartenance, qui est "le collage du moi dans le nous", rejette "les autres de cette inclusion".⁶ L'Europe est une réalité "incandescente", aussi riche de promesses que la lumière blanche l'est de couleurs, et doit être l'occasion de nous affranchir de la funeste *libido* d'appartenance. S'il y a une identité de l'Europe, elle est toujours à venir et potentiellement riche de tous les apports. Peut-être gagnerait-on à partiellement déterritorialiser l'Europe...

Les traditions culturelles et politiques des divers pays d'Europe sont suffisamment variées pour que le vocable "multiculturalisme" exprime dans chacun des pays des réalités très différentes. L'Italie et l'Espagne, d'une certaine manière, ont institué le multiculturalisme en créant des régions autonomes, d'autres comme la Belgique (ou la Suisse) en instaurant la diversité linguistique. Alors que pour l'Allemagne, l'Angleterre, la France et les Pays-Bas, il demeure associé à une revendication communautaire de la part des populations issues de l'immigration. Ce n'est pas un hasard si les polémiques récentes émanent précisément de ces quatre pays. Ce qui se passe ailleurs, que ce soit aux avant-postes, dans le sud de l'Italie ou de l'Espagne, nous paraît ressortir à d'autres postures sociales, plus proche de la xénophobie "ordinaire" que d'un rejet du multiculturalisme.

6 Michel Serres, *L'Incandescent*, Le Pommier, 2003, p. 117, *sq.*

L'abominable "multiculturalisme" que ces trois dirigeants ont pointé du doigt dans chacune de leurs bordées est un réel anachronisme sur le plan politique. Dans son sens traditionnel — permettant à des communautés de vivre à l'écart de la société ou pour le moins en dehors de la mainmise de l'Etat — le multiculturalisme a été depuis longtemps abandonné par les pays d'Europe.⁷

3

Du fait à la réalité politique. Les pays anglo-saxons ont dans leur histoire récente conçu quelque chose qui peut porter le nom de multiculturalisme; ainsi, le multiculturalisme "constitutionnel" renvoie-t-il au Canada à une réalité politique, avec, dans le sillage de l'action de Pierre Elliott Trudeau au début des années 70, la "Charte canadienne des droits et libertés" de 1982 et la "Loi sur le multiculturalisme canadien" de 1988. Dispositions censées favoriser la représentation des minorités "visibles" au Parlement; introduire dans les programmes scolaires des révisions tenant compte des contributions historiques et culturelles des minorités ethniques; des horaires adaptés aux diverses confessions religieuses; des actions anti-racistes; une formation multiculturelle pour les fonctionnaires...

Mais, la situation canadienne n'est pas aisément exportable et sa politique d'immigration particulièrement

7 Jonathan Laurence (professeur de sciences politiques au Boston College) et Justin Vaïsse (directeur de recherches à la Brookings Institution), in www.Slate.fr, 4 avril 2011.

stricte et sélective. Rien de comparable à la situation européenne. La réalité française, par exemple, est autre. Le multiculturalisme n'occupe pas dans le champ politique une place essentielle et historique. Les débats qui ont agité le monde universitaire anglo-saxon, entre libéraux et communautariens, entre fidèles de John Rawls et de Charles Taylor, par exemple, nous sont restés assez extérieurs, pour ne pas dire franchement exotiques.

Il y a dans l'Europe d'aujourd'hui une donnée factuelle difficilement contournable: les populations issues de l'immigration résistent au modèle assimilationniste. Modèle, qui ne saurait prétendre à la pérennité sous le seul prétexte qu'il fût associé aux plus belles heures de la République. Intégration et assimilation font deux. Et même si certains analystes, nous pensons à Paul Yonnet,⁸ attachés à la tradition républicaine, voient dans l'échec des politiques d'assimilation en France un coup politique orchestré par François Mitterrand (et le Parti socialiste) pour disqualifier ses adversaires politiques et diaboliser le Front national de Jean-Marie Le Pen, il nous semble que le projet assimilationniste a vécu et que se pose à nouveaux frais la question de l'intégration, de la coexistence

8 Paul Yonnet, *Voyage au centre du malaise français*, Gallimard, 1993. Dans cet essai, l'auteur analyse un paradoxe: la lutte contre le racisme passe désormais par la destruction du principe de l'assimilation républicaine. Or, assurer la promotion ethnique et lutter contre le racisme, c'est "vouloir une chose et son contraire".

“active” entre les communautés, autrement qu’en terme d’inclusion ou d’exclusion.

Les populations d’origine arabo-musulmanes sont-elles moins bien intégrées que d’autres? Cela vaut-il pour toutes les générations? Pour toutes les communautés? Il faut ici rappeler ce qu’établissent de manière convergente les analyses économiques, sociologiques ou démographiques: les pays européens n’ont plus affaire aujourd’hui, et principalement, à des immigrés (les grandes vagues migratoires appartiennent au passé) mais, comme nous l’avons dit, à des citoyens. C’est en tant que tels qu’ils font valoir de nouvelles exigences. C’est l’Europe qui s’adresse à l’Europe... On ne peut pas éternellement considérer que le descendant d’un immigrant demeure, presque malgré lui, un immigrant. Ulrich Beck fait à cet égard une remarque judicieuse qui nourrit son ambitieux projet d’“Europe cosmopolitique”, qui est l’exacte négation de l’“ontologie sociale territoriale” selon laquelle “seuls ceux qui de tout temps ont fait partie de cette ‘communauté occidentale de destin’ font partie des ‘nôtres’. Les Autres étant les autres exclus de l’Europe”⁹.

Mais, prôner la reconnaissance de la différence culturelle ne conduit pas nécessairement à soutenir le multiculturalisme. Claude Lévi-Strauss est très clair:

9 Ulrich Beck, *Qu’est-ce que le cosmopolitisme?* (2004), Aubier, 2006, p. 320.

Mono-culturel ne veut rien dire, parce qu'il n'y a jamais eu de société qui soit telle. Toutes les cultures résultent de brassage, d'emprunts, de mélanges, qui n'ont cessé de se produire, bien que sur des rythmes différents, depuis l'origine des temps. Toutes pluriculturelles par leur formation, les sociétés ont élaboré chacune au cours des siècles une synthèse originale.

Ce qui l'empêche pas quelques pages plus loin de déclarer:

On a mis dans la tête des gens que la société relevait de la pensée abstraite alors qu'elle est faite d'habitudes, d'usages, et qu'en broyant ceux-ci sous les meules de la raison, on pulvérise des genres de vie fondés sur une longue tradition, on réduit les individus à l'état d'atomes interchangeables et anonymes. La liberté véritable ne peut avoir qu'un contenu concret: elle est faite d'équilibre entre des petites appartenances, de menues solidarités: ce contre quoi les idées théoriques qu'on proclame rationnelles s'acharnent; quand elles sont parvenues à leurs fins, il ne reste plus qu'à s'entre-détruire. Nous observons aujourd'hui le résultat.¹⁰

En effet, il faut se garder de construire un espace abstrait, celui d'une Europe introuvable — c'est la limite de la déterritorialisation — toute en idées pures et en vœux pieux. Contre les trois discours susnommés, on a pu lire ici et là des déclarations d'intention sur la souhaitable ouverture béante des portes de l'Europe, comme unique solution aux problèmes migratoires. L'avenir de l'Europe passant par la disparition de l'Europe. Lévi-Strauss, dans le même texte ajoute:

10 Claude Lévi-Strauss, *De près ou de loin*, Odile Jacob, 1998, p. 212 sq.

Si les sociétés occidentales ne sont pas capables de conserver ou de susciter des valeurs intellectuelles et morales assez puissantes pour attirer des gens venus du dehors et pour qu'ils souhaitent les adopter, alors, sans doute, il y a sujet de s'alarmer.

Rien à redire au propos, sinon que le verbe “adopter” ne nous semble pas approprié, à moins de concevoir l'adoption “active” comme “fécondation”. On peut féconder ce que l'on adopte. C'est alors une chance pour l'Europe.

Le multiculturalisme ne saurait être tenu pour responsable de tous nos maux, de la fragmentation sociale, de la “ghettoïsation” des populations immigrées, de leur isolement social, de favoriser les stéréotypes racistes, de promouvoir la radicalisation idéologique des jeunes des cités, de provoquer l'intolérance entre les communautés. Pas plus qu'inversement il ne saurait être paré de toutes les vertus.

4

Le multiculturalisme — qui suscite d'intenses discussions sur le devenir de la citoyenneté démocratique face aux défis posés par un pluralisme axiologique et culturel croissant — est-il à la mesure des enjeux de l'Europe de demain? Est-il susceptible d'en favoriser la construction, non à partir du modèle de l'État-nation, qui a joué un rôle majeur dans la naissance des États européens modernes, mais sur la base d'une coexistence d'identités diversement affirmées. Il faudrait alors adopter un modèle pluraliste

fondé, pour reprendre les mots d’Habermas,¹¹ sur un “patriotisme constitutionnel”, ce qui suppose une nouvelle culture civique sans laquelle l’Europe risque de se fermer sur ses fantasmes d’identité. Non pas aller de l’un vers le multiple, mais du multiple vers l’un. Ce qui pourrait conduire à reconnaître, toujours à la suite d’Habermas, des droits culturels (attribués aux seuls individus) à côté des droits politiques et sociaux acquis de haute lutte.

Comment faire naître une volonté de vivre ensemble qui ne soit pas le seul fruit de la durée? Comment unifier cette merveilleuse mosaïque (ce foisonnement inouï de détails infimes dans lesquels William Blake voyait un caractère sacré) qui ne cesse de s’enrichir? Comment maintenir l’équilibre précaire entre les forces centripètes et centrifuges? Certes, on peut céder au pessimisme de George Steiner qui se demandait, il y a peu, si l’Europe n’était pas fatiguée de ses 2000 ans d’histoire:

Pourquoi se remettrait-elle des deux guerres mondiales, des tueries de la première aux massacres de la seconde? Dans le passé, des empires immensément doués ont disparu! Et puis, il est possible que les cultures qui tuent leurs juifs ne revivent pas.¹²

11 En particulier dans: Jürgen Habermas, “L’État-nation a-t-il un avenir?” in *L’Intégration républicaine: essais de théorie politique* (1996), Fayard, 1998.

12 George Steiner, “Il faut avoir le courage des grandes erreurs”, entretien avec F. L’Yvonnet, *Le Magazine littéraire* n. 454, avec un dossier consacré à l’auteur. George Steiner, *Une certaine idée de l’Europe* (2004), Acte Sud, 2005, p. 45, sq.

La conscience eschatologique, celle dont parle le même G. Steiner, l'idée confuse, mais présente dans nos représentations collectives européennes, que l'histoire a un terme (bien avant la reconnaissance par Paul Valéry de la nature mortelle des civilisations), peut être aussi un ferment, celui d'une fragile promesse d'avenir dans l'horizon de la finitude. Les revendications des diverses communautés ne sont pas les derniers spasmes d'une Europe mourante, mais l'occasion pour elle de se revitaliser, d'interroger son histoire, de s'ouvrir sur l'avenir. L'Europe ne s'est jamais autant interrogée sur elle-même qu'avec la candidature d'adhésion de la Turquie. Est-ce à dire que l'on se définit toujours par opposition à autre chose, que pour préserver sa propre identité, il faut mettre les autres à l'écart? Mais alors, comme le dit encore Ulrich Beck, on voit s'infiltrer dans le débat de l'identité européenne la théorie politique de Carl Schmitt, avec les catégories d'ami et d'ennemi qui structurent sa pensée.

La question de l'adhésion de la Turquie pourrait être paradigmatique, car la Turquie, qu'on le veuille ou non, est déjà européenne. Elle est "arrivée" en Europe depuis longtemps déjà. L'Europe qui n'a peut-être plus le monopole de l'euroanéité. U. Beck souligne que, par de nombreux aspects, l'état de l'Union européenne est "ineuropéen". Par exemple, lorsqu'elle ferme ses frontières à une nation européenne ou encore lorsqu'elle réduit ses citoyens musulmans à l'islam. Alors qu'il ne viendrait

à l'esprit de personne d'affirmer qu'un catholique espagnol ne peut être démocrate parce que catholique. "Sans les démocrates musulmans, l'Europe serait une Europe chrétienne, c'est-à-dire une Europe non européenne."¹³ En somme, l'Europe nie ses propres valeurs lorsqu'elle met à l'écart certains de ses citoyens en raison de l'altérité de leur culture.

Il s'agit par conséquent de restaurer l'idée européenne, non par l'invocation d'un passé introuvable, mais par l'affirmation de ce qui l'anime effectivement (et dans le verbe animer, il y a "âme", *anima*), un certain attachement à des valeurs de citoyenneté, d'égalité et d'universalité, seul point d'ancrage d'un "*nous*" européen.

La question de l'identité chrétienne de l'Europe est l'exemple même du faux problème. En faire un "club chrétien" est un non-sens. Vouloir inversement sur-amplifier tout ce qui ne fut pas chrétien dans l'histoire de l'Europe ne tient pas davantage. La présence séculaire de juifs et de musulmans, plus récemment d'animistes (venus d'Afrique), la sortie du christianisme (le droit à l'incroyance) sont des traits culturels majeurs de l'héritage européen. Mais, ne pas voir que le christianisme (catholique, protestant et orthodoxe) a profondément organisé son imaginaire témoigne d'une grande cécité. La laïcité, mot ambigu, guère traduisible dans bien des langues, n'occupe qu'un moment assez court et tardif de notre histoire

13 Ulrich Beck, *op. cit.*, p. 324.

nationale. Doit-on en conclure que l'identité de l'Europe en construction est chrétienne? L'historien Jean-Philippe Schaub,¹⁴ que nous suivons ici, fait justement remarquer que “ce qui lie ensemble le christianisme européen et l'épanouissement des libertés politiques, c'est le fait que l'Europe a été le premier théâtre d'une sécularisation globale de la société”. Autrement dit, ce qui “définit le mieux la nature de la civilisation européenne, c'est sa capacité à s'arracher de ses racines historiques, et particulièrement spirituelles”. Il n'est pas contradictoire, en somme, de reconnaître le poids écrasant du christianisme dans l'histoire européenne et de dénoncer comme arbitraire le désir de donner “un contenu chrétien à l'espace européen en construction”. Deux arguments qui ne portent pas sur le même temps historique. En outre, la sécularisation présente qui est projetée sur l'avenir ne doit pas faire oublier la composante religieuse de l'Europe en construction, en particulier musulmane.

* * *

À un moment tragique de l'histoire de l'Europe, peu de temps avant sa mort, le philosophe Husserl prononça en 1935, au *Kulturbund* de Vienne, une conférence célèbre

14 Jean-Philippe Schaub, *L'Europe a-t-elle une histoire?*, Albin Michel, 2008, p. 187, sq.

(*La crise de l'humanité européenne et la philosophie*¹⁵) dans laquelle il proclame que l'Europe "désigne l'unité d'une vie, d'une activité, d'une création spirituelle". C'est cette unité, jamais acquise, qu'il s'agit de bâtir, car, comme il le dit *in fine*, le danger est dans "la lassitude".

15 *In* Husserl, *La Crise des sciences européennes et la phénoménologie transcendantale*, Gallimard, 1976.